

Philippines : Une super-commission parlementaire interroge l'ex-président Duterte

lundi 25 novembre 2024, par [DAVID Randy](#) (Date de rédaction antérieure : 17 novembre 2024).

Malgré les typhons qui se sont abattus sans relâche sur le pays au cours de la semaine dernière, c'est la comparution spectaculaire de l'ancien président Rodrigo Duterte devant la puissante commission quadripartite de la Chambre des représentants qui a fait la une des journaux. Cette super commission s'est penchée sur toute une série de questions litigieuses, allant des exécutions extrajudiciaires liées à la guerre contre la drogue menée par M. Duterte aux crimes liés aux centres de jeux offshore qui ont prospéré sous sa direction. Le principal intéressé était enfin sur la sellette.

M. Duterte avait déjà fait face à une commission sénatoriale dirigée par un sénateur Koko Pimentel visiblement mal à l'aise. Au cours de cette séance, l'ancien président a testé les limites de son influence persistante, en livrant une prestation pleine de défi. La Chambre des représentants attendait depuis longtemps son tour pour l'interroger, mais M. Duterte l'a laissée dans l'expectative, promettant de se présenter, mais refusant de dire quand.

Il s'agissait clairement pour lui de présenter son apparition comme un acte volontaire, et non comme une réponse à une contrainte. Lorsqu'il a finalement annoncé qu'il se rendait au parlement pour faire face à la commission quadripartite, celle-ci s'est empressée de reconvoquer une audience qu'elle avait initialement annulée.

C'était du théâtre politique à son meilleur, où les apparences comptent souvent plus que la substance et où les messages implicites résonnent plus fort que les messages explicites.

Dans cette arène, c'est M. Duterte qui a eu le dessus. Son message était on ne peut plus direct : j'assume seul l'entière responsabilité morale et juridique de la guerre contre la drogue et de toutes les actions policières qui en découlent. Je l'ai fait pour sauver le pays de la menace de la drogue et je le referai si nécessaire. Ne me faites pas la leçon sur la responsabilité du commandement - il s'agit de leadership.

En revanche, les intentions du Congrès semblaient confuses. D'après leurs questions, il était clair que les deux chambres ne cherchaient pas à obtenir l'avis de Duterte sur la réforme des lois relatives aux droits de l'homme. Elles voulaient plutôt le confronter aux abus commis dans le cadre de sa guerre contre la drogue. Cette perspective était non seulement correcte, mais essentielle.

Cependant, si l'objectif était vraiment de rendre justice aux victimes, pourquoi nos législateurs n'ont-ils pas cédé la parole aux familles des victimes ? Elles étaient là, avec les photos de leurs proches décédés, lors des deux sessions. Les laisser exprimer leurs vérités en présence de Duterte aurait été un puissant moment de catharsis et de prise de conscience. Au lieu de cela, ils ont permis à l'ancien président suffisant de dominer le récit une fois de plus.

Il est devenu évident que Duterte n'avait pas l'intention de présenter des remords. Bien qu'il ne soit plus au pouvoir, il n'était pas prêt à se laisser traiter comme un ex-dirigeant en disgrâce. Pleinement conscient qu'il jouait une bataille où le gagnant serait celui qui serait capable de faire preuve d'esprit polémique, Duterte a habilement évité de paraître châtié par les admonestations de la commission.

Au fond, il était clair que Duterte ne considérait pas ses interrogateurs comme des égaux. Au cours de ses six années de présidence, ni le Sénat ni la Chambre des représentants n'ont osé remettre en question sa guerre contre la drogue. Le Congrès, chargé de contrôler les excès de l'exécutif, est resté silencieux alors que les meurtres se succédaient depuis le premier jour de sa présidence. Le moment était venu de s'attaquer aux abus et aux violences policières. Alors, pourquoi ce changement soudain ? Le Congrès a-t-il vraiment changé ou s'agit-il d'une simple démonstration de moralité au service d'une guerre d'usure politique inachevée ? Cette contradiction flagrante a plané sur les auditions comme une vérité tacite.

Pour Duterte, les auditions ont constitué une plateforme pour retrouver les feux de la rampe qu'il occupait autrefois en tant que président. Malgré les avertissements répétés lui demandant d'éviter de prononcer des jurons et de s'en tenir au sujet, il a manifestement savouré le temps d'antenne, multipliant les déclarations interminables et truffées de contradictions. Les plus perspicaces de ses interrogateurs - la sénatrice Risa Hontiveros et le représentant de Batangas Gerville Luistro - ont sans doute espéré l'acculer à l'auto-incrimination, mais en tant qu'avocat chevronné et ancien procureur, Duterte a habilement déjoué leurs pièges. Il a introduit juste assez d'ambiguïté pour rester insaisissable, une tactique bien plus facile à mettre en œuvre dans une arène politique que dans une salle d'audience officielle.

Comme je l'ai déjà indiqué (Public Lives, 11/03/2024), Duterte ne se préoccupe pas des retombées juridiques potentielles de ses propos. Sa priorité est de renforcer la marque de leadership Duterte pour ses fidèles et au nom de sa fille assiégée, la vice-présidente Sara Duterte. C'est pourquoi il préfère un spectacle public aux Philippines, où il peut manipuler le récit, aux procédures fermées et contrôlées de la Cour pénale internationale.

Randy David

P.-S.

- Traduit pour ESSF par Pierre Rousset avec l'aide de DeepL.